

les amis de l'égalité

S'ENTENDRE, SE VOIR, SE SENTIR, S'ECOUTER...

La difficulté n'est pas d'exprimer une opinion ou des idées, mais de se faire comprendre... Pour engager une discussion, il faut être au moins deux qui s'écoutent réciproquement, et parlent de la même chose, même en termes différents. Cela s'applique à nous tous, individuellement et collectivement. Nos rapports avec nos camarades de travail participent du même principe, tout autant que dans nos relations avec les media qui nous parlent d'eux mêmes sans nous entendre.

Nous en avons confirmation lors du referendum du 29 Mai 2005, sur la question de savoir s'il fallait donner une constitution à l' Europe capitaliste.

Selon les partisans du OUI (80% de la classe politique), une lecture du préambule de ce TCE devait suffire à convaincre l'opinion de la positivité de son contenu. Certains, comme Michel ROCARD, parlaient même de règlement intérieur de l'Europe que nos gouvernants n'auraient pas dû soumettre au Peuple.

Pour les partisans du NON, la lecture de ce TCE devait suffire à convaincre qu'il fallait voter NON. Pour l'immense majorité des medias l'intelligence et le progrès étaient du côté du OUI, la xénophobie et l'incompréhension du côté du NON.

La population qui, dans son immense majorité, n'a pas lu le texte, aurait pu passer au large sans s'approprier ce débat, s'abstenir comme en Espagne ou voter selon la représentation nationale parlementaire UMP, UDF, PS pour le OUI. C'est bien le même peuple qui a élu ces députés mais était aussi appelé à se prononcer par OUI ou NON sur ce projet.

Si cela ne s'est pas déroulé comme le souhaitaient les partis et les hommes politiques de droite comme de gauche, ce n'est pas la faute à une main invisible ou à un complot. Ce n'est pas non plus parce que la France compterait 15 422 145 crétins.

Il faut se rendre à l'évidence : en haut, on ne peut plus gouverner comme avant (que les gouvernements soient de droite ou de gauche) en en bas, on ne veut plus être gouverné comme avant. Quand Raffarin , dans son style imagé, parlait de la France d'en bas, tout le monde, des salariés, des exclus, des laborieux, des petits, entendait : il y a une France d'en haut.

Dans la période qui a précédé ce referendum, nous avons vu réapparaître tout un vocabulaire se rapportant à la révolution française et des références directes à 1789. Sur les radios, des événements comme la mort du pape ou celle d'un prince de Monaco se transformaient pour certains auditeurs saturés de bondieuserie et de carnets mondains en des réflexions du type : ' les medias ont donné la parole au clergé et à la noblesse, à quand la parole au tiers-état ? '

Il est des situations où tout nourrit la réflexion collective. De ce mouvement de fond est né le résultat du referendum du 29 Mai 2005 avec son fort taux de participation et ce NON sans équivoque.

Le Samedi 28 Mai, alors que la campagne est close, se produit à Blois (Loir et Cher) un petit événement qui traduit la profondeur de la crise. Des petits patrons routiers membres de la FNTR bloquent les ponts de Blois, coupant la ville en deux, et collent des affiches où l'on peut lire : ' OUI ou NON, nous ne voulons pas mourir ' .

Dans ce département du Loir et Cher (41), les résultats sont encore plus prononcés qu'au niveau national : 72,91 % de votants, 58,99 % de vote NON (respectivement + 3 % et + 4 % par rapport à la moyenne nationale)

Ces chiffres ne surprennent pas. Pour ceux qui ont vécu cette campagne de l'intérieur, au sein de la population, c'est cohérent avec ce qui se discutait. Toutes les couches de la population se sont senties concernées, des salariés aux retraités actifs, des artisans aux paysans en passant par des petits patrons. L'état de crise est tel qu'en 2004, l'URSSAF du Loir et Cher a enregistré plus de 3500 dossiers de commerçants et artisans en difficulté.

Une semaine avant le 29 Mai, tout est déjà plié. Le NON était majoritaire. Les interventions de la dernière semaine des Jospin, Chirac, Hollande ou Sarkozy, n'ont fait que conforter cette tendance. Plus ils jacassaient, plus le NON montait. Cette dernière semaine a plutôt montré la nécessité d'augmenter le différentiel OUI / NON.

Ce résultat a été possible parce que nous écoutions et parlions de la même chose : cette société va droit dans le mur, quel présent pour nous, quel avenir pour nos enfants ?

Les medias ont enfourché les thèmes du président Chirac sur la peur et l'incompréhension. Il s'agit plutôt là d'un vote de colère et de défiance.

Beaucoup de votes depuis 30 ans exprimaient par la négation cette tendance lourde : Jospin viré en 2002, Chirac avec ses 19 % au premier tour des présidentielles avec une très forte abstention, la droite UMP revenue aux affaires sanctionnée aux élections régionales et européennes.

Mais tous ces votes n'exprimaient une sanction qu'en votant pour les autres, qu'on venait de sanctionner, d'où une abstention grandissante.

Dans notre département, le NON l'emporte même à Blois intra muros tenue par l'UDF (53,01 % pour le NON) Seul le PS a mené campagne visible pour le OUI. UDF et UMP ont été d'une discrétion de garde malade. La campagne du NON (de gauche comme de droite) a reproduit ce qui existait déjà avant que la question du TCE ne se pose. Le FN a labouré le terrain des villages et les petites villes, préférant procéder par des prises de parole publiques avec voiture-sono plutôt que par des réunions en salles.

La gauche de gouvernement (ex gauche plurielle) PCF, Verts pour le NON, PS pour le NON, Radicaux, MDC ont , sur le papier, rejoint ATTAC et la LCR pour constituer un collectif anti-libéral. Ce regroupement aurait pu donner quelque chose de positif.

Notre association **les amis de l'égalité** était présente en nombre (9 sur 60) à la première réunion devant constituer ce collectif et le cadre unitaire de cette campagne.

Dès le début, ce collectif pour le NON de gauche a été confisqué par le PCF sur son orientation, la LCR et ATTAC lui servant de faire valoir, la gauche du PS et le reste disparaissant du paysage ! Pourtant, dès le début, plus de 150 personnes avaient signé un premier texte appelant à voter NON; elles n'ont été ni associées à cette campagne, ni réunies, ni consultées sur les décisions et les tracts produits par ce collectif pour un NON de gauche.

C'est dur de sortir un tract ' de bilan titré ' le choix de la France doit être respecté ' quand on ne respecte même pas les signataires d'un appel unitaire.

Notre association **les amis de l'égalité** a mené cette campagne pour le NON en parallèle à ce collectif PCF. Nous avons été présents partout où les partisans du OUI défendaient leur position. Le collectif pour le NON s'adressait, quant à lui, aux personnes qui venaient les voir, en majorité déjà convaincues de voter NON.

Nous avons marqué les 3 principaux moments de la campagne du OUI de notre présence active :

- Lors du passage, un Vendredi, du car financé par la commission européenne et le ministère

- des affaires étrangères. Une journée complète de discussion avec la population présente.
- Lors du meeting du PS avec Michel ROCARD à St Gervais la forêt. Intervention parmi les 250 personnes présentes dans la salle.
 - Lors des réunions organisées par l'Ecole supérieure de commerce de Blois (250 personnes, salle comble)

Notre démarche a été guidée, non par les positions respectives des formations politiques de gauche, mais par la volonté de s'adresser le plus largement possible à l'ensemble de la population, à partir de ce que nous analysons de cette crise de société.

Nous ne voulons plus fonctionner en expliquant que les autres devraient dire ou faire ce qu'ils n'ont ni envie de faire et de dire. La critique stérile consistant à demander au PCF de prendre ses responsabilités sur une politique qui n'est pas la sienne depuis 60 ans, a fait long feu.

Nous n'avons discuté des positions de chacun que lorsque ces questions se posaient et en relation directe avec ce que nous proposons.

Il est difficile de rendre compte de ces milliers de discussions qui se sont déroulées pendant 2 mois sur le plan national. Comme ce mouvement de fond était peu perceptible et ne pouvait être mis au compte d'un leader identifiable, les médias et, à leur suite, les analystes politiques, ont braqué leurs éclairages sur ce qui leur paraissait visible et représentatif de la situation : les comités pour le NON de gauche.

Selon les régions, ceux-ci ont tenu leur place avec plus ou moins d'audience en fonction des individus investis dans cette lutte.

Mais soyons clairs. A aucun moment ces comités n'ont été autre chose que l'addition d'une petite partie de la frange politisée orpheline d'un grand parti de ' gauche '. A aucun moment, ils n'ont pu mobiliser le dixième des participants du Larzac 2003 (+ de 300 000 participants). S'ils avaient réussi à mettre en mouvement ne serait-ce que 50 000 personnes ensemble, cela se serait vu et entendu; objectivement, cela n'a pas été le cas.

Ne cherchons pas un nouveau ' truc miracle '. Après l'accord électoral LO / LCR et son échec, après la gauche du PS porteuse de tous les espoirs pour certains, ne prenons pas les comités pour le NON de gauche pour autre chose que ce qu'ils sont.

A un lycéen partisan du NON, des professeurs partisans du OUI lui ont demandé d'expliquer pourquoi il était pour le NON. La réponse de ce lycéen fut : ' parce que je suis contre le capitalisme '.

Dans le 4 pages imprimé que nous avons diffusé à plusieurs milliers d'exemplaires, nous écrivions : ' Nous ne sommes ni anti européens, ni pro européens. Si nous combattons l'union européenne, c'est parce que nous combattons le système qui l'a façonné : le capitalisme '.

Que l'Europe et la France soient plus ou moins réactionnaires et libéraux n'est indifférent à personne. Mais tant qu'elles restent capitalistes, il n'y aura pas de solutions pour l'immense majorité des populations : toutes les solutions internes au capitalisme ont été essayées, et nous allons droit dans le mur.

Le discours tenu par la fondation Copernic et ATTAC visant à combattre le libéralisme, tout en justifiant le capitalisme, n'est pas nouveau. C'est une variante moralisante du vieux réformisme : un capitalisme plus humain et plus social.

Nationalement, l'appel des 200, la fondation Copernic et ATTAC n'ont pas été le moteur et le rassembleur des millions de votes pour le NON. S'il ne faut ni s'en réjouir, ni le déplorer, c'est une réalité qu'il faut comprendre.

Le résultat de ce referendum est un gros morceau à avaler pour ceux qui en ont été les acteurs en France. C'est aussi un morceau à avaler pour le reste de l'Europe et du monde.

Nous ne contrôlons pas ce mouvement de fond. Nous n'en discutons que parce que nous en faisons partie. Nous avançons avec notre classe, et reculons avec elle. Ceux qui s'attribuent le rôle d'avant garde éclairée, ou la position de commentateurs inspirés, devraient toujours indiquer d'où ils parlent, non pas pour ceux qui les écoutent mais pour eux-mêmes (d'où je parle, puis-je être entendu et compris ?)

Si la question du départ des gouvernants sanctionnés par le NON se pose - ceci concerne Chirac, l'UMP de Sarkozy et le PS de Hollande - ce n'est pas l'oeuvre de groupes ou d'individus allumés et à côté de la plaque. C'est plutôt la suite logique des discussions engagées dans cette campagne pour le NON. Nous pouvons dire ce que nous voulons, que nous ne sommes pas prêts, que ça n'est pas le moment, cette idée fait son chemin, avec ou sans nous.

La bourgeoisie et son personnel intellectuel ont une vision policière et manipulatrice de l'Histoire, complot, minorité agissante, etc... Les faits ont beau lui donner tort, elle agit comme si de rien ne s'était passé jusqu'au moment où les faits la rattrapent.

En 1789, la bourgeoisie naissante, regroupée dans des clubs de réflexion, nourrissait le mouvement de fond qui allait balayer la noblesse et l'ancien régime. Pour autant, personne n'avait prévu le déroulement de cette révolution, ni même son déclenchement, aucun programme pré-établi, aucune visibilité à 4 ou 5 ans.

La recomposition politique indispensable après 80 ans de stalinisme est en marche, à nous d'y tenir notre place.

Michel MARTIN
Juin 2005